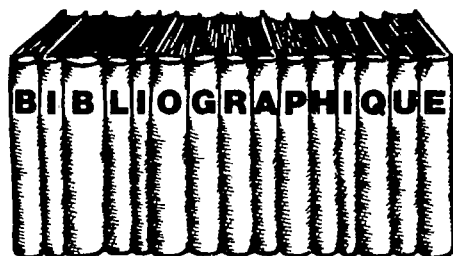


CHRONIQUE



INFORMATIONS

AMONDJI (Marcel) — **Félix Houphouët et la Côte-d'Ivoire, L'envers d'une légende.** — Paris, Karthala, 1984, 333 p. Bibliogr.

M.A. reprend l'histoire politique de la Côte-d'Ivoire à la lumière de l'évolution qui a conduit Félix Houphouët-Boigny du mouvement national à la tête de l'État indépendant. Il décrit donc la crise du colonialisme en Côte-d'Ivoire, la montée du RDA et les manœuvres qui ont fait échec à son projet nationaliste. Selon M.A., Félix Houphouët-Boigny a été capturé dès 1948 par le parti colonial et a dû depuis naviguer au plus près entre la préservation d'une image de combattant de la liberté et la réalité d'un rôle qui en fait simplement un « pion mû par des volontés étrangères » (pp. 324-325). Dans cette analyse, Félix Houphouët-Boigny est un « homme de paille » (p. 140) au service d'intérêts non ivoiriens, il couvre un pouvoir exercé sans partage par des conseillers étrangers. La Côte-d'Ivoire est donc victime d'un « complot impérialiste » (p. 324) et penser qu'il existe dans ce pays des bourgeoisies, fussent-elles de planteurs ou d'affaires, est un « non-sens » (p. 197). On aurait cru, à lire d'autres études récentes, que la réalité était un tantinet plus complexe... [D.M.]

BANDOLO (Henri) — **La flamme et la fumée.** — Yaoundé, Éd. SOPE-CAM, 1985, 494 p. Bibliogr.

Sans atteindre la densité du classique *The Kenyatta succession* (Nairobi, Transafrica, 1980) de J. Karimi et P. Ochieng, l'auteur nous livre le meilleur récit, jusqu'à ce jour, de la crise politique qui a ébranlé le Cameroun, entre la démission de M. Ahidjo, en novembre 1982, et la tentative de putsch d'une fraction de la Garde républicaine, en avril 1984. Outre de nombreux détails inédits que les responsabilités de H.B. à l'officieux *Cameroon Tribune* lui ont permis de rassembler, le lecteur trouvera dans ces pages un témoignage sur la démarche politique de la large fraction du personnel gouvernemental, administratif ou intellectuel qui s'est ralliée au projet de « renouveau » de M. Biya, après avoir collaboré pendant de longues années avec M. Ahidjo et avoir fourni l'ossature de son régime. L'on ne peut suivre l'auteur, en revanche, quand il ramène le comportement de l'ancien chef de l'État dans ce qu'il eut d'erratique à l'enfance difficile qu'il aurait connue. [J.-F. B.]

BAROIN (Catherine) — **Anarchie et cohésion sociale chez les Toubou : les Daza Késerda (Niger)**. — Cambridge, Cambridge University Press ; Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1985, 445 p. Bibliogr.

Dans ce livre, fruit d'un séjour sur le terrain de quatorze mois, C.B. montre que la société toubou, réputée pour son anarchie et son indiscipline, n'est pas uniquement désordre et incohérence. Il y a certes « anarchie », c'est-à-dire absence de chefs et d'installations formelles, dans la société toubou, mais elle est contrebalancée par des réseaux de solidarité extrêmement solides, fondés, d'une part, sur les relations de parenté et découlant, d'autre part, des échanges de dons et de contre-dons (notamment en bétail) qui ont lieu entre familles à l'occasion de chaque mariage. Cette cohésion sociale, qui a été quelque peu occultée dans les travaux antérieurs, d'ailleurs peu nombreux, sur les Toubou, est ici bien mise en lumière. Faisant davantage appel aux méthodes et aux concepts de l'ethnologie que de la science politique, l'ouvrage est une contribution très utile à la connaissance des Toubou, mais aussi, plus généralement, à la connaissance des sociétés pastorales africaines. [R.B.]

BLANC-PAMARD (Chantal), BONNEMALSON (Joël), BOUTRAIS (Jean), LASSAILLY-JACOB (Véronique)... et al. — **Le développement rural en questions, Paysages, espaces ruraux, systèmes agraires, Maghreb, Afrique noire, Mélanésie**. — Paris, Éd. de l'ORSTOM, 1984, XIV, 506 p. (Collection Mémoires 106).

La quasi-totalité des études rassemblées dans ce volume collectif démontrent que les politiques de modernisation agricole actuellement poursuivies en Afrique reposent exclusivement sur une rationalité technique qui ne prend pas en compte les logiques des systèmes de production paysans. Or ceux-ci font souvent preuve d'un dynamisme interne qui devrait inciter à repenser

la notion même de développement rural. L'on notera en particulier les chapitres consacrés au Sénégal, à la Côte-d'Ivoire, au Cameroun et au Gabon, ainsi que la critique méthodologique de la notion de région (chapitre 8). [J.-F. B.]

DEDET (Christian) — **La mémoire du fleuve, L'Afrique aventureuse de Jean Michonet**. — Paris, Phébus, 1984, 460 p. (D'ailleurs).

Restitués par un écrivain, les souvenirs d'un forestier métais qui exerça de nombreux autres métiers dont celui de chasseur de crocodiles... L'on s'attend au pire, et l'on a tort. Sans prétention mais non sans émotion, l'ouvrage apporte un éclairage original sur le Gabon colonial et sur son ambivalence culturelle, à travers le prisme d'un destin peu ordinaire. Nous sommes bien loin, et il faut s'en féliciter, du catastrophique *Les derniers rois mages* de Paul del Perugia qu'avait malheureusement recueilli cette collection. [J.-F. B.]

ELIS (Stephen) — **The rising of the Red Shaws. A revolt in Madagascar, 1895-1899**. — Cambridge, Cambridge University Press, 1985, X-214 p. Bibliogr. Index.

Nonobstant son titre, trop restrictif, cet ouvrage, reposant sur des sources très riches, ne constitue pas seulement l'excellente monographie du mouvement *menalamba* que rendait indispensable un siècle d'historiographie colonialiste. Il offre également une solide synthèse du processus de construction étatique de l'Imerina au XIX^e siècle, de la pénétration européenne et des premiers pas de la colonisation française. Le chapitre VII, en esquissant des comparaisons avec des mouvements similaires sur le continent africain et en dégageant l'héritage de la révolte, sera particulièrement utile au non-spécialiste de Madagascar.

Sans reprocher à l'auteur de ne pas l'avoir menée lui-même, l'on attend

désormais une recherche consacrée à la mémoire populaire de la révolte *menalamba*, sur le modèle de celle qu'a réalisée P. Joutard à propos des Camisards français et que poursuit aujourd'hui A. Mbembe au sujet de l'Union des populations du Cameroun. [J.-F. B.]

GIRI (Jacques) — Le Sahel demain, catastrophe ou renaissance ? — Paris, Karthala, 1983, 325 p.

Le livre de J.G. pourrait connaître en 1985 un regain d'actualité, après le déficit pluviométrique enregistré en 1984 dans toute la zone sahélienne. Cet ouvrage a le mérite de présenter un tableau clair de ce Sahel qui n'a été promu aux avant-loges de l'actualité qu'à l'occasion de la récente sécheresse : jusque-là, ne considérait-on pas cette partie de l'Afrique comme le versant humide du désert ou la rive aride du Soudan, c'est-à-dire comme une frange bâtarde sans identité propre ? De la préhistoire et des oscillations climatiques qui ont modifié le milieu, aux grands empires médiévaux, et de la période coloniale à l'indépendance, les grands traits de cette histoire sont tracés : c'est une zone où ont cohabité des nomades (guerriers, éleveurs et caravaniers), des agriculteurs et des citadins commerçants et où ont prospéré des villes célèbres (Tombouctou, Agades,...) au centre de grands espaces voués au nomadisme pastoral.

J.G. montre la rapide transformation du Sahel depuis le début du siècle. La croissance démographique qui a commencé après la Première Guerre mondiale s'est accélérée après 1950 pour atteindre un taux de 2,7 % : cet espace à conquérir, que l'on croyait peu habité, double de population tous les 25 ans. L'insuffisance de la production céréalière qui s'est accrue avec l'introduction des cultures de rente, mais surtout avec l'augmentation rapide de la population, a rendu le Sahel de plus en plus dépendant sur le plan alimentaire.

L'élevage, richesse de cette zone aux ressources agricoles faibles, ou

inexistantes dans sa frange septentrionale, a vu depuis cinquante ans son troupeau s'enfler démesurément jusqu'à la récente sécheresse ; mais le bétail se reconstruit rapidement et l'équilibre entre animaux et ressources fourragères reste précaire malgré tous les projets mis en œuvre. La pression démographique, la croissance urbaine entraînent déforestation (bois de feu), érosion et souvent dégradation des sols. L'endettement de la plupart des États sahéliens devient préoccupant.

J.G. ne tombe pas dans le piège consistant à rendre le climat responsable de toutes les calamités : les « sécheresses » correspondent à des cycles récurrents et doivent être tenues pour des variables qu'il faut prendre en compte dans toutes les prévisions. Devant les initiatives gouvernementales ou les aides internationales, « réponses inadaptées » n'atteignant presque jamais les objectifs recherchés, J.G. fait un constat d'échec. Il montre que le Sahel se trouve aujourd'hui en crise et qu'il faut opposer à l'espace sans limite du passé, un espace fini où l'exploitation extensive des éleveurs et des paysans ne peut plus se poursuivre indéfiniment. La production pastorale et agricole doit augmenter grâce à des techniques plus intensives. Si cet effort est possible, c'est non seulement en améliorant les rendements, mais encore en dégageant un surplus, qui donne un avantage tangible au producteur et permet des investissements. Si cet objectif est souhaitable et si l'histoire nous apprend qu'une exploitation intensive des terroirs a été souvent réalisée dans le passé sans menacer l'équilibre du milieu, la fuite dans l'extensif souvent constatée aujourd'hui ne montre pas à l'évidence quelles motivations pourraient inverser cette tendance.

On sait que la réflexion qui a suivi la sécheresse de 1969 à 1974 a mis l'accent sur la gestion de l'environnement et qu'elle s'est exprimée dans les perspectives du Club du Sahel. On a pris conscience que le déficit alimentaire s'accompagnait d'un problème général concernant la dégradation du milieu. On peut craindre que la nouvelle crise, née du déficit pluviométrique

que de 1984, ne conduise certains États à privilégier le court terme aux dépens du long terme et que les secours immédiats ne fassent oublier les projets plus ambitieux. [E.B.]

LINIGER-GOUMAZ (Max) — **Guinea ecuatorial. Bibliografia general V. Volumen recapitulativo (Referencias I. 8125)**. — Genève, Les Éditions du Temps, 1985, 264 p. Index.

Le meilleur spécialiste de la Guinée équatoriale poursuit son travail bibliographique systématique et offre un instrument de référence incomparable. L'utilisation en est facilitée par quatre index. [J.-F. B.]

MAILLARD (Bernard) — **Pouvoir et religion. Les structures socio-religieuses de la chefferie de Bandjoun (Cameroun)**. — Berne, Peter Lang, 1984, XIV-276 p. Bibliogr. Index. (Publications universitaires européennes).

Fruit d'un travail de terrain sérieux mais quelque peu partiel, sinon partial, cette monographie s'attache à dégager l'imbrication du pouvoir et du religieux dans l'une des principales chefferies bamiléké, dont il démontre qu'elle constitue une royauté « magique ». L'approche de l'auteur s'inscrit dans la lignée des recherches du Père Goetz. [J.-F. B.]

MBEMBE (J.A.) — **Les jeunes et l'ordre politique en Afrique noire**. — Paris, L'Harmattan, 1985, 247 p. (Logiques sociales).

Bien qu'il n'évite pas toujours un misérabilisme quelque peu systématique, J.A. Mbembe nous offre une synthèse vigoureuse de la condition des jeunes en Afrique noire contemporaine, qu'étaient tout à la fois de nombreuses lectures et une excellente connaissance du terrain. Mais, pour une fois, un éditeur donne un titre trop restrictif par rapport au contenu

réel de l'ouvrage. Car cet essai pose avant tout le problème de l'État post-colonial, qu'il propose de « réinventer » afin de tenir compte de la créativité des sociétés africaines. Une démarche neuve, qui participe de certaines des analyses poursuivies dans les colonnes de *Politique africaine* et qui annonce une autre façon de poser le politique, aux antipodes des unanimismes officiels, en marge des vulgates révolutionnaires. [J.-F. B.]

MUKONG (Albert) — **Prisoner without a crime**. — s.l., Alfresco, 1985, 106 p.

Ancien secrétaire général du One Kamerun, le parti anglophone qui était le plus proche des thèses « réunificationnistes » de l'UPC, A.M. a été arrêté peu après son retour d'exil, en 1970, et n'a été relâché qu'en 1976. Il nous fournit l'un des premiers témoignages sur « l'internement administratif » qui était de pratique courante du temps de M. Ahidjo et sur les conditions de détention dans les centres de « rééducation » de Montoum et de Tchollire. Les indications sur les derniers mois d'Ernest Ouandié et sur la captivité de Mgr Ndongmo et de Célestin Lingo, toutes fragmentaires qu'elles soient, sont précieuses, mais les pages les plus intéressantes sont consacrées à la vie religieuse de A.M. [J.-F. B.]